Envoyé en préfecture le 08/07/2025
Reçu en préfecture le 08/07/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250627-DCS25_06_27_03-DE

N° de feuillet 2025/……
Le Président
Thierry GALLARD

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2025
DELIBERATION DCS 25_06_27_03

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept juin, à neuf heures trente, en application du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni à Segré-en-Anjou-Bleu le Comité syndical du Syndicat d'Eau de l'Anjou, au siège d'Anjou Bleu Communauté, sous la présidence de Monsieur Thierry Gallard, président du SEA.

Communauté de Communes	NOM-Prénom	Fonction	Présent	Excusé(e)	Absent
ANJOU BLEU COMMUNAUTE	**M. GRIMAUD Gilles**	**Titulaire**	**x**		
	M. ANNONIER Claude	**Titulaire**	**x**		
	M. AUBRY Fabien	**Titulaire**		**x**	
	M. MARY Yves	**Titulaire**	**x**		
	M. ROUJOU Loïc	Suppléant			**x**
	M. GUERIN Patrice	Suppléant			**x**
CC ANJOU LOIR ET SARTHE	**M.GUILLEUX Jean-Philippe**	**Titulaire**		**x**	
	M. RIGAUD David	**Titulaire**	**x**		
	M. CHERBONNIER Noël	**Titulaire**	**x**		
	Mme DESMARRES Martine	**Titulaire**			**x**
	M. CAMUS Emmanuel	Suppléant			**x**
	M. DE VILLOUTREYS Thierry	Suppléant		**x**	
CC LOIRE LAYON AUBANCE	**M. GALLARD Thierry**	**Titulaire**	**x**		
	M. SCHMITTER Marc	**Titulaire**		**x**	
	M. NOYER Robert	**Titulaire**	**x**		
	M. LAVENET Vincent	**Titulaire**	**x**		
	M. DAVY Gilles	**Titulaire**			**x**
	M. FONTENEAU Jean-Jacques	**Titulaire**	**x**		
	M. ARLUISON Jean-Christophe	Suppléant			**x**
	M. MOUSSEAU Damien	Suppléant			**x**
	M. LEHEE Stephen	Suppléant			**x**
CC VALLEES DU HAUT ANJOU	**M. GLEMOT Etienne**	**Titulaire**	**x**		
	M. BUREAU Arnaud	**Titulaire**	**x**		
	M. BRU Jean-Pierre	**Titulaire**	**x**		
	M. DRIANCOURT Marc-Antoine	**Titulaire**	**x**		
	M. BELLANGER Dominique	Suppléant			**x**
	M. NIREFOIS David	Suppléant			**x**

Assistaient également à la réunion :
M. Christophe TRIPET - DGS, Mme Valérie BERTIN - DAF, Mme Aurélie LACROIX - DST, M. Renan BOURGEAIS - responsable suivi exploitation et Mme Maryse BERNHARD - chargée de la vie institutionnelle.

Secrétaire de séance : Noël CHERBONNIER, délégué de la Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe

Délégués titulaires en exercice : 18
Nombre de titulaires présents : 13
Nombre de suppléant présent et votant : 0
Nombre de pouvoir : 1 (de F AUBRY à Y MARY)
Nombre de votants : 14
Date de la convocation : 20 juin 2025

Envoyé en préfecture le 08/07/2025
Reçu en préfecture le 08/07/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250627-DCS25_06_27_03-DE

OBJET : DUREES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILICATIONS DU SYNDICAT D'EAU DE L'ANJOU EN APPLICATION DE L'INSTRUCTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE M 49

Annexe Durées d'amortissements par article comptable

Vu l'article R.2221-78 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les règles comptables applicables aux Services Publics à Caractère Industriel et Commercial (SPIC) de distribution d'eau potable et d'assainissement,

Vu l'instruction budgétaire et comptable en vigueur M4 et le plan comptable M49 s'appliquant aux SPIC eau et assainissement,

Vu l'article R.2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la fixation des modalités et durées d'amortissement,

Vu les délibérations du 29 mars 2018 (n°2018/29-III-15 relative aux durées d'amortissement des biens + n°2018/29-III-16 relative aux durées d'amortissement des subventions) puis celle du 18 mai 2018 n°2018/18-V-08 relative aux durées complémentaires d'amortissement) et celle du 25 juin 2021 n°2021/25-VI-14 relative à la durée d'amortissement pour l'agencement et l'aménagement de terrain), délibérations établissant les modalités et durées d'amortissement des biens immobilisés du SEA depuis 2018,

Vu la recommandation n°8 de la Chambre régionale des comptes des Pays de Loire, dont le rapport d'observations définitives a été approuvé par le Comité du 28 mars 2025,

Considérant la nécessité d'établir des règles complètes en matière de gestion des immobilisations et d'amortissement comptable,

Considérant la nécessité de délibérer de façon exhaustive sur les durées d'amortissement sur chaque article comptable utilisé pour l'affectation des biens immobilisés,

Le Président expose :

Ce point fait suite à la recommandation numéro 8 formulée par La Chambre Régionale des Comptes des Pays de la Loire dans son rapport définitif du 7 mars 2025 relative à la régularisation des durées d'amortissement de l'ensemble des immobilisations du syndicat (y compris les immobilisations des comptes 2088, 21355,2138,2188 cités par la CRC page 45 du rapport)

La présente délibération aura pour objectif d'édicter les principes généraux de comptabilisation des immobilisations et de façon exhaustive les durées d'amortissements applicables au SEA.

Les délibérations prises par le Comité syndical du 29 mars 2018 et du 18 mai 2018 sont en effet incomplètes.

Pour rappel, le syndicat est soumis à l'instruction budgétaire et comptable M49 (plan comptable abrégé applicable aux services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable)

Le Président rappelle que l'amortissement est une technique comptable qui contribue à la sincérité des comptes publics en permettant de faire apparaitre la dépréciation des biens (avec une valeur réelle des immobilisations) et d'étaler dans le temps la charge de leur renouvellement.

Envoyé en préfecture le 08/07/2025
Reçu en préfecture le 08/07/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250627-DCS25_06_27_03-DE

N° de feuillet 2025/……
Le Président
Thierry GALLARD

Le Président rappelle qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les durées d'amortissement par type ou catégorie de bien et qu'il propose les règles de gestion suivantes :

1/ Principes Généraux de comptabilisation des immobilisations :

Sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement.

Les immobilisations sont constituées de l'ensemble des biens qui apportent une valorisation supérieure à l'entreprise et vont profiter à l'activité de l'entreprise sur plusieurs exercices.

Il s'agit donc de biens constituant un investissement durable pour l'entreprise, principalement des biens nouveaux ou acquis en remplacement de biens déjà immobilisés.

Si l'administration fiscale a fixé le montant de 500€ pour différencier les charges des immobilisations, il n'empêche qu'il peut exister des immobilisations d'un montant inférieur.

Les amortissements sont enregistrés chaque année pour refléter la perte de valeur des immobilisations et permettre de constituer des « provisions » en vue de leur remplacement.

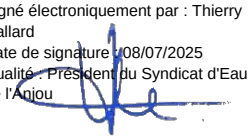
2/ Règles de gestion des immobilisations proposées pour le SEA :

- les biens meubles et immeubles sont amortis pour leur coût d'acquisition HT ou TTC selon l'assujettissement à la TVA ou non du bien
- Les immobilisations seront comptabilisées **à compter du 1er jour du mois suivant sa mise en service**, l'amortissement sera pratiqué selon le **mode linéaire** à partir de cette date et un **prorata temporis** sera appliqué sur la base de 12 mois pour les acquisitions en cours d'exercice (cf. instruction budgétaire M49 et règles appliquées aux contrats DSP)
- Seront comptabilisés en immobilisation tous les biens d'une **valeur supérieure à 500 €**,
- Seront également comptabilisés en immobilisation,
    - les compteurs d'eau et modules de communication associés,
    - le matériel électroportatif d'une valeur unitaire supérieure à 200 €,
    - les branchements neufs d'eau potable
    - les biens d'une valeur individuelle inférieure à 500€ mais qui composent un lot (fonction ou usage commun) ou un ensemble et dont la valeur est supérieure au seuil.
- Application de la **méthode par composants** : un bien patrimonial (par exemple une nouvelle usine) pourra être réparti en différents composants dont les durées de vie sont différentes et donc amortis sur des durées adaptées permettant une meilleure gestion des remplacements et de l'inventaire des immobilisations.
- Les frais engagés pour entretenir ou réparer un bien immobilisé ne seront comptabilisés en immobilisation que s'ils ont pour effet d'augmenter la valeur du bien ou la durée de vie probable prévue initialement, d'au moins 24 mois. Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsqu'elles permettent de maintenir une immobilisation en état de marche pendant la durée d'utilisation prévue initialement, elles doivent être enregistrées en **fonctionnement** (par exemple le changement des modules de communication des compteurs)
- **Les subventions d'investissement** sont amorties sur la même durée que les biens qu'elles financent.
- Les durées d'amortissements des biens immobilisés sont listées dans le document annexe
- Ces règles de gestion des immobilisations seront appliquées à l'ensemble des biens acquis **à compter du 1er janvier 2025.** Les durées d'amortissement appliquées sur les biens acquis avant cette date ne seront pas modifiées.

Les délégués, après en avoir délibéré, décident :
-d'abroger les délibérations antérieures n°2018/29-III-15 + n°2018/29-III-16 + n°2018/18-V-08 + n°2021/25-VI-14 relatives aux durées d'amortissement des biens,
-d'approuver les règles proposées ci-dessus en matière d'immobilisation et d'amortissement des biens du Syndicat d'Eau de l'Anjou, à partir du 1er janvier 2025,
- d'inscrire les crédits nécessaires aux budgets 2025 et suivants,
-d'autoriser le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités afférentes à la bonne exécution du dossier.

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

Signé électroniquement par : Thierry Gallard
Date de signature : 08/07/2025
Qualité : Président du Syndicat d'Eau de l'Anjou



Transmise au contrôle de légalité via SLOW cf. tampon
Liste des délibérations affichée le même jour

Envoyé en préfecture le 08/07/2025
Reçu en préfecture le 08/07/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250627-DCS25_06_27_03-DE